

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSS/W/22  
18 décembre 2000

(00-5555)

Conseil du commerce des services  
Session extraordinaire

Original: anglais

## COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS

### Services de distribution

La délégation des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

#### I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis communiquent la présente proposition concernant les services de distribution pour que tous les Membres l'examinent. La proposition vise à stimuler le débat sur cet important secteur de l'économie mondiale et à en promouvoir la libéralisation.

#### II. IMPORTANCE DES SERVICES DE DISTRIBUTION

2. Les chaînes d'approvisionnement sont devenues partie intégrante de la fabrication et de la commercialisation des produits de consommation et des produits industriels. Elles constituent un élément essentiel de l'infrastructure de l'économie moderne. Collaborant ensemble dans le cadre d'alliances stratégiques, les détaillants, les franchiseurs, les grossistes, les vendeurs directs et les distributeurs, ainsi que les fabricants, ont de plus en plus reconfiguré la chaîne d'approvisionnement dans un certain nombre de pays. Les percées technologiques ont fait apparaître un commerce de détail de masse capable de fournir aux consommateurs de grandes quantités d'articles produits en série, ainsi que des prix exceptionnellement bas à une extrémité de l'échelle et d'offrir une commercialisation directe personnelle ou par téléphone, par courrier et par le réseau Internet à l'autre extrémité de l'échelle. La production de masse et le commerce de détail de masse, par courrier direct ou par voie électronique, dans des magasins, par vente directe ou dans le cadre d'une franchise, sont des facteurs importants de la qualité de la vie. Ces secteurs offrent, de manière constante, de nombreux emplois et des possibilités de revenus à la fois directement et par le biais d'autres services auxiliaires tels que les transports, le conditionnement, la gestion de la logistique et les technologies de l'information. Dans un certain nombre de pays, les détaillants et les grossistes figurent parmi les plus gros employeurs.

#### III. OBJET

3. Aucune économie ne peut se prétendre réellement moderne si elle impose des obstacles qui ralentissent la circulation des marchandises entre et parmi les fabricants, les grossistes, les détaillants et les consommateurs. Les économies les plus efficaces, qui assurent aux consommateurs un niveau de vie élevé, une vaste gamme de biens de consommation et de faibles prix à la consommation, sont celles dans lesquelles le secteur de la distribution n'a guère été entravé par des réglementations

publiques et par des obstacles à l'investissement et à l'entrée sur le marché, une protection adéquate étant cependant assurée au public.

4. La présente proposition a pour but d'aider à créer des conditions favorables à la croissance économique en supprimant et en réduisant les obstacles à l'établissement et à l'exploitation des installations et points de vente indispensables à une circulation efficace des biens et des services destinés aux entreprises et aux consommateurs. Il en découlera un accroissement de la production et de l'emploi dans l'économie nationale.

#### **IV. SERVICES VISÉS**

5. Selon la classification informelle de l'OMC (W/120), les "services de distribution" comprennent:

- les services de courtage;
- les services de commerce de gros;
- les services de commerce de détail;
- les services de franchisage.

6. Ce secteur ne fonctionne efficacement qu'avec l'adjonction d'autres activités à la chaîne d'approvisionnement, notamment: établissement d'inventaires; sous-traitance directe de la production de marchandises au plan national et international; activités de courtage en douane; groupage et dégroupage de marchandises; services de livraison et de transport, y compris services postaux, services d'entreposage et services d'entretien de navires; services d'installation et services relatifs aux produits; services de promotion des ventes, de commercialisation et de publicité, qui nécessitent à leur tour un accès à d'autres services auxiliaires, notamment les services de téléphonie, de télévision et de radiodiffusion et les services Internet.

#### **V. PROPOSITION**

7. Le présent document propose un examen des divers aspects d'un régime ouvert appliqué au secteur de la distribution. Y participeraient les pays qui envisagent d'appliquer les disciplines existantes de l'AGCS concernant l'accès aux marchés et le traitement national, ainsi que des disciplines additionnelles de l'AGCS se rapportant aux questions réglementaires propres au secteur, y compris la transparence et l'équité dans l'administration. Conformément à ces disciplines, les États conserveraient un droit de réglementation pour réaliser les objectifs de la politique nationale.

8. Le présent document propose que les Membres de l'OMC qui n'ont pas encore pris d'engagements concernant les services de distribution établissent leurs engagements en se fondant sur la liste des obstacles recensés ci-après. Les Membres sont invités à inscrire dans leurs listes la mention "aucune limitation" en ce qui concerne l'accès aux marchés et le traitement national, comme certains Membres, notamment les États-Unis, l'ont déjà fait. En outre, le présent document propose que tous les Membres envisagent de prendre des engagements additionnels concernant la réglementation du secteur.

9. La présente proposition ne prétend pas être un texte juridique, mais présente plutôt une liste des obstacles recensés lors de l'examen de ce secteur de services. Certains éléments de la liste peuvent être des restrictions imposées à l'accès aux marchés ou des limitations concernant le traitement national ou les deux. Par ailleurs, bien que ne constituant pas en soi des limitations de l'accès aux marchés ou du traitement national, certains obstacles peuvent découler de dispositions réglementaires qui rendent la commercialisation des services difficile pour les fournisseurs étrangers.

Obstacles recensés dans le secteur

- Prescriptions relatives au capital social d'origine nationale, qui doit être supérieur à 49 pour cent.
- Limitations appliquées à l'achat et à la location de biens immobiliers.
- Examen des besoins économiques pour les fournisseurs de services de ce secteur.
- Interdiction concernant la taille et/ou l'emplacement des magasins et d'autres installations sans la possibilité de les établir selon les conditions prescrites.
- Refus d'autoriser les fournisseurs de services à participer à des coentreprises avec des partenaires nationaux ou non nationaux, privés ou publics, ou à se retirer de ces coentreprises.
- Limitation du nombre de points de vente dans le cas des entreprises à succursales multiples.
- Obligation de conclure des partenariats avec des nationaux pour pouvoir s'établir et, dans d'autres cas, refus d'autoriser l'établissement volontaire de partenariats avec des nationaux.
- Lorsque l'agrément de l'État est requis, les délais d'attente sont extrêmement longs et, en cas de refus, aucune raison n'est indiquée et aucun renseignement n'est donné au sujet de la manière de procéder pour obtenir un agrément dans le futur.
- Des droits/taxes excessivement onéreux sont imposés pour le rapatriement des bénéfices ou la conversion en devises en vue d'un tel rapatriement.
- Refus d'autoriser l'accès et le recours à des services essentiels pour ce secteur (par exemple routes, aéroports, voies ferrées) selon des modalités raisonnables et non discriminatoires.
- Refus d'autoriser l'accès aux programmes publics accessibles aux fournisseurs de services nationaux.
- Traitement fiscal discriminatoire à l'égard des fournisseurs de services étrangers.
- Discrimination à l'égard des fournisseurs de services étrangers en ce qui concerne le choix des structures d'entreprise accessibles aux fournisseurs nationaux.
- Discrimination à l'égard des partenaires étrangers dans le cas d'une coentreprise.
- Discrimination à l'égard des franchises par rapport à d'autres types de structure commerciale.
- Discrimination à l'égard des franchises étrangères.
- Discrimination à l'égard de la vente directe par rapport à d'autres types d'activités.

- Absence de transparence des lois et réglementations nationales et absence d'équité dans l'administration, notamment absence de critères objectifs préalablement définis en ce qui concerne les prescriptions en matière de licences.
  - Insuffisance de renseignements faciles à obtenir concernant le zonage et impossibilité pour les fournisseurs de services de rencontrer des responsables nationaux et des représentants de la communauté pour discuter de l'emplacement des installations.
  - Choix insuffisant pour les consommateurs en ce qui concerne les services postaux ou autres services de livraison.
  - Traitement discriminatoire en ce qui concerne la taille, la configuration et/ou l'emplacement des terminaux, des entrepôts et d'autres installations et refus d'autoriser l'établissement de ces installations selon les conditions prescrites.
  - Traitement discriminatoire en ce qui concerne l'étendue de l'activité et les autorisations de transport susceptibles d'être requises.
  - Réglementation excessivement contraignante en ce qui concerne la commercialisation par voie téléphonique et électronique.
  - Interdiction pour les fournisseurs de services d'offrir des récompenses, des primes ou d'autres programmes de promotion.
  - Les prescriptions minimales concernant les locations dans le pays sont d'une rigueur disproportionnée, l'activité devenant ainsi anti-économique.
  - Insuffisance des moyens pour faciliter l'admission et la sortie, à titre temporaire, du personnel spécialisé et qualifié (y compris les dirigeants).
  - Application de restrictions ou de droits/taxes excessifs aux transactions internationales en devises.
  - Application de restrictions ou de droits/taxes excessifs en matière de licences ou de paiement de redevances.
-